



PLANIFICATION MULTISECTORIELLE POUR LA NUTRITION

Évaluation de la capacité des pays à lutter contre la malnutrition

Introduction

Il est de plus en plus reconnu à l'échelle mondiale que les initiatives multisectorielles en faveur de la nutrition sont essentielles au développement et à la prévention de la mortalité maternelle et infantile. Au moins 12 des 17 Objectifs de développement durable contiennent des indicateurs qui sont très pertinents pour la nutrition¹. Ceci est soutenu par des évidences mondiales, y compris la série de publications du *Lancet* sur la nutrition maternelle et infantile, qui est soutenue par le SUN (Mouvement mondial pour le renforcement de la nutrition) et qui plaide en faveur d'une approche multisectorielle face aux défis liés à la nutrition, pour un monde libéré de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030. Il s'agit non seulement d'améliorer l'accès à des aliments sains et nutritifs mais également de promouvoir, l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, à l'autonomisation des femmes, etc.

Plus de 60 pays SUN procèdent actuellement à l'élaboration ou à la mise en œuvre de leurs plans nationaux multisectoriels de nutrition en vue de réaliser les Objectifs de développement durable liés à la nutrition². Pour assurer la réussite d'un plan de nutrition multisectoriel (PNMS), il est impératif qu'un pays ait la capacité de travailler de manière multisectorielle dans le domaine de la nutrition. Cette capacité est mesurée par les connaissances, la compréhension, les informations, les aptitudes techniques, les compétences de gestion et l'adéquation des ressources humaines et financières. La compréhension de la

¹ SUN. Nutrition et Objectifs de développement durable. Site Internet du Mouvement pour le renforcement de la nutrition. Consulté le 27 août 2020.
<https://scalingupnutrition.org/fr/nutrition/nutrition-et-objectifs-de-developpement-durable/>

² Ibid

Boîte à outils MQSUN⁺ pour la planification multisectorielle de la nutrition

Cet outil fait partie d'une boîte à outils MQSUN⁺ plus large – **Planification multisectorielle de la nutrition**. Composée de six modules, cette boîte à outils fournit des conseils aux pays pour : amorcer une planification multisectorielle (1), élaborer un plan multisectoriel de nutrition (2) et un cadre commun de résultats (3), et mettre en place les mécanismes appropriés de financement (4), de suivi, évaluation et apprentissage (5) et de mise en œuvre (6) pour les actions de nutrition menées à l'échelle du pays. Ces conseils ont été sélectionnés parmi ceux qui ont été utilisés et qui ont fait leurs preuves dans différents contextes nationaux, sur la base de l'expérience du MQSUN(+). La boîte à outils peut permettre d'avoir une vue d'ensemble de la planification multisectorielle de la nutrition ou d'identifier les approches appropriées et les ressources utiles pour soutenir ce processus mené par les pays à différents stades.

capacité existante d'un pays en matière de nutrition et ses lacunes actuelles d'un pays, ainsi que les défis, les limites et les opportunités, est cruciale pour une mise en œuvre réussie d'un PNMS. Pour y parvenir, il est important qu'un pays réalise une évaluation de ses capacités.

L'objectif d'une évaluation des capacités en matière de nutrition est double. Il s'agit de :
1) déterminer le niveau des capacités disponibles et les besoins à combler aux niveaux national, infranational et local pour permettre le renforcement des activités de la nutrition ; et 2) être en mesure de formuler des recommandations stratégiques, pertinentes et spécifiques pour renforcer les capacités des prestataires de services et des institutions concernés dans le domaine de la nutrition, et de créer des environnements favorables p à la réussite de la mise en œuvre du PNMS aux niveaux national, infranational et local.

L'outil d'évaluation des capacités contenu dans l'ouvrage [«Analyse globale de la propension des pays à accélérer leur action dans le domaine de la nutrition : Outils pour les évaluations de pays »](#) de l'Organisation mondiale de la Santé, et adapté par MQSUN+ (Maximiser la qualité du renforcement de la nutrition Plus)est un exemple d'outils rapide que l'on peut utiliser avec les parties prenantes au niveau national ou adapter davantage en vue d'une utilisation à l'échelle infranationale.

Comprenant un questionnaire, il est conçu pour être mis en œuvre dans le cadre d'entretiens individuels avec le personnel des ministères, les partenaires de la nutrition et les organisations de parties prenantes. Lors de la préparation de chacun de ces entretiens, il est utile d'organiser une rencontre avec un haut représentant qui sera en mesure de fournir une vue d'ensemble des capacités de l'organisation et des mécanismes de coordination de la nutrition déjà en place dans le pays, ainsi qu'avec le personnel qui travaillera directement à la mise en œuvre d'activités liées à la nutrition.

Pour utiliser cet outil, il convient de l'adapter au contexte, selon les informations déjà connues dans le pays, collectées à partir des évaluations des capacités éventuellement réalisées et suite à une analyse documentaire des politiques, des stratégies et des programmes disponibles, le but étant de pouvoir mettre l'accent sur tout domaine prioritaire particulier. L'outil permet de regrouper les informations et d'examiner les besoins en capacités dans les domaines suivants :

Politiques et directives :

- Les politiques et directives nutritionnelles disponibles dans les domaines de la nutrition et de la santé, et à travers les secteurs.
- Les lacunes des politiques et directives nutritionnelles, y compris une intégration dans les différents domaines liés à la santé et à travers l'ensemble des secteurs.

Budget et financement :

- Allocations budgétaires pour la nutrition et décaissement.
- Déficits de financement.

Système de coordination de la nutrition :

- Nomination d'un responsable de la nutrition au niveau national ; position de cette fonction et influence / aptitude à coordonner.

- Culture de consultations et de collaboration (c'est-à-dire, si les informations sont partagées entre les ministères / départements compétents, à la fois horizontalement et verticalement, et si ce partage est inclusif et actif).
- Coordination du réseau des parties prenantes (existence / efficacité des alliances et des partenariats).

Ressources humaines dédiées à la nutrition :

- Disponibilité de ressources humaines formées dans l'ensemble des secteurs et à tous les niveaux, de la gestion à la mise en œuvre communautaire.
- Formations et mécanismes de mentorat pour le personnel.
- Lacunes de compétences en nutrition.

Systèmes d'information sur la nutrition :

- Indicateurs de nutrition.
- Systèmes de collecte de données.
- Données destinées à la prise de décisions (établissement de rapports et de redevabilité).

Lors de l'application de cet outil, il est important que l'enquêteur pose des questions ouvertes plutôt que des questions auxquelles on peut simplement répondre par oui ou par non, afin d'obtenir des réponses plus complètes. Des suggestions sont proposées pour plusieurs questions afin de faciliter la discussion si la personne interrogée n'est pas très communicative et pour s'assurer que tous les thèmes soient abordés.

Diffusion des résultats

Après avoir procédé à l'évaluation des capacités et à l'analyse des réponses, les conclusions et les recommandations doivent être regroupées et structurées sous forme de rapport. Les recommandations doivent se focaliser sur les actions prioritaires à prendre pour développer les capacités et ainsi assurer une mise en œuvre adéquate du PNMS, par secteur, aux niveaux national et infranational, ainsi qu'à court, moyen et long terme, dans la mesure du possible. Les conclusions et les recommandations peuvent être diffusées à toutes les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales concernées et doivent être utilisées pour influencer la planification et la budgétisation des activités visant à combler les besoins en capacités dans le cadre du PNMS.

Outil adapté d'évaluation des capacités

Section 1 : politiques et directives

1.1 Quels sont, les politiques, les stratégies et les plans d'action clés importants pour la nutrition dans le pays ? *Laissez la personne interrogée répondre sans lui proposer les options ci-dessous, et demandez-lui de préciser les politiques, les stratégies et les plans d'action qui sont importants pour la nutrition dans le pays. Les options ci-dessous peuvent être adaptées aux politiques / stratégies nationales spécifiques :*

- a. Stratégie nationale de développement

- b. Stratégie nationale en matière de santé
- c. Stratégie pour la nutrition et l'activité physique
- d. Stratégie de protection sociale
- e. Stratégie pour les repas scolaires
- f. Programme de sécurité alimentaire
- g. Loi sur l'iodation du sel
- h. Ne sait pas.
- i. Autre : _____

1.2 Pensez-vous que les politiques, stratégies et plans d'action que vous avez mentionnés apportent des solutions adéquates aux problèmes de nutrition dans le pays ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

1.2.1 Si la réponse est « **Non** », que manque-t-il ? *Laissez la personne interrogée répondre sans lui proposer les options ci-dessous et demandez-lui de préciser ce qui manque dans chacune des politiques / stratégies qu'elle a mentionnées.*

- a. Plus de stratégies / politiques.
- b. Une amélioration de la cohérence / complémentarité des différentes politiques.
- c. Des programmes visant à relever les défis en matière de nutrition.
- d. Des connaissances / informations sur la nutrition.
- e. Des connaissances / informations sur les liens entre la nutrition et les autres secteurs.
- f. Une équipe formée dédiée à la nutrition.
- g. Des recommandations sur la nutrition.
- h. Des programmes nutritionnels.
- i. Des effectifs pour mettre en œuvre les programmes nutritionnels.
- j. Un leadership / des orientations politiques.
- k. Une coordination entre les secteurs impliqués.
- l. Des financements alloués à la nutrition.
- m. Une législation visant l'amélioration de l'état nutritionnel.
- n. Autre : _____

1.3 Est-ce que votre agence / département met en œuvre ces politiques, stratégies et plans d'action ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

1.3.1 Si la réponse est « **Oui** », de quelle politique s'agit-il ? *Il est possible d'adapter cette liste de mesures à celles qui sont disponibles dans le pays :*

- a. Stratégie nationale de développement
- b. Stratégie nationale en matière de santé
- c. Stratégie pour la nutrition et l'activité physique
- d. Stratégie de protection sociale ; concept des repas scolaires
- e. Programme de sécurité alimentaire
- f. Loi sur l'iodation du sel

1.3.2 Pouvez-vous nous dire plus au sujet des programmes et des interventions mis en œuvre par votre agence ?

Région	Type d'activité	Population couverte et nombre ciblé (si ces informations sont connues)

1.3.3 Si vous ne mettez pas actuellement en œuvre des programmes et des interventions en faveur de la nutrition, quel est selon vous le rôle de votre agence dans le renforcement de la nutrition ?

1.4 Pensez-vous que le leadership en matière de sensibilisation aux politiques et de coordination des mesures de déploiement et de mise en œuvre de ces politiques est adapté ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

1.4.1 Si la réponse est « **Non** », comment peut-on, selon vous, assurer une telle sensibilisation à l'existence de politiques nutritionnelles et à la coordination des mesures déployées pour ces politiques nutritionnelles ?

1.5 Connaissez-vous le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) et son rôle dans le pays ?

- a. C'est une agence de financement.
- b. C'est un mouvement qui a pour vocation de renforcer les engagements politiques et la redevabilité en matière d'engagements mondiaux en faveur de la nutrition, par le biais d'une adhésion volontaire.
- c. Toutes les parties prenantes qui soutiennent le Mouvement SUN adhèrent à l'idée selon laquelle il est possible d'étendre l'impact de la nutrition de manière plus rapide, plus équitable et plus durable en changeant le comportement des individus conformément aux priorités nationales en matière de nutrition.
- d. Ne sait pas.

1.6 Savez-vous ce que sont les 1 000 premiers jours de vie ?

- a. La durée entre la grossesse d'une femme et le deuxième anniversaire de son enfant.
- b. La période la plus déterminante pour la croissance et le développement dans la vie d'un enfant.
- c. La période au cours de laquelle la nutrition apporte les éléments essentiels au développement cérébral, à une croissance en bonne santé et au bon fonctionnement du système immunitaire d'un enfant.
- d. Ne sait pas.

1.7 Savez-vous ce que sont des interventions spécifiques à la nutrition ?

- a. Des interventions qui ciblent les causes immédiates de la sous-nutrition (apport nutritionnel inadéquat et mauvaise santé).
- b. La prévention, le diagnostic et le traitement du paludisme.
- c. La prévention et le contrôle des helminthes.
- d. La promotion de la diversité alimentaire.
- e. Les activités liées à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants :
 - i. Promotion de l'allaitement exclusif et optimal.

- ii. Compléments alimentaires appropriés et pratiques et encouragement d'une alimentation adaptée.
 - f. Supplémentation en micronutriments et enrichissement des aliments :
 - i. Supplémentation en fer et acide folique.
 - ii. Supplémentation en vitamine A.
 - iii. Enrichissement des aliments à domicile avec des poudres de micronutriments.
 - iv. Enrichissement des aliments industriels.
 - g. Clampage tardif du cordon ombilical.
 - h. Ne sait pas.
- 1.8 Savez-vous en quoi consistent des interventions contribuant à la nutrition ?
- a. Agriculture et sécurité alimentaire.
 - b. Filets de protection sociale.
 - c. Développement de la petite enfance.
 - d. Santé mentale des mères.
 - e. Autonomisation des femmes.
 - f. Protection des enfants.
 - g. Éducation à la nutrition dans les salles de classe.
 - h. Eau et assainissement.
 - i. Services de santé et de planification familiale.
 - j. Bio-enrichissement.
 - k. Ne sait pas.

Section 2 : budget et financement

2.1 Pensez-vous que les fonds disponibles suffisent pour surmonter les difficultés rencontrées dans le pays en matière de nutrition ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

2.1.1 Si la réponse est « **Non** », selon vous, dans quels domaines manque-t-il des fonds pour surmonter correctement les difficultés rencontrées dans le pays en matière de nutrition ?

2.2 D'après vous, quels sont les domaines prioritaires qui nécessitent des financements ? *Laissez la personne interrogée répondre sans lui proposer les options ci-dessous.*

- a. Sécurité alimentaire.
- b. Sécurité sanitaire des aliments.
- c. Diversité alimentaire.
- d. Production alimentaire.
- e. Amélioration des services de santé.
- f. Informations sur la nutrition.
- g. Hausse du nombre de personnes travaillant dans le domaine de la nutrition.
- h. Offre de formations sur la nutrition.
- i. Expansion des programmes de nutrition.
- j. Renforcement du mécanisme de coordination du gouvernement.
- k. Autre : _____

2.3 La nutrition (ou les activités associées) est-elle incluse dans le budget annuel de votre agence ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

2.3.1 Si la réponse est « **Oui** », quels sont les programmes financés ? *Essayez de déterminer le volume de financement en termes de montant alloué ou en pourcentage de la population desservie :*

- a. Pratiques d'alimentation des bébés et des jeunes enfants.
- b. Allaitement.
- c. Alimentation complémentaire.
- d. Vaccinations.
- e. Services de conseils en nutrition.
- f. Supplémentation en micronutriments (vitamine A, zinc, fer et acide folique, fer).
- g. Enrichissement des aliments.
- h. Traitement de la malnutrition aiguë sévère et / ou aiguë modérée.
- i. Production d'aliments diversifiés.
- j. Production de bétail / de produits laitiers.

- k. Associations de femmes.
- l. Programmes de crédit pour les femmes.
- m. Éducation en matière de nutrition.
- n. Formation sur la nutrition.
- o. Promotion du lavage des mains au savon.
- p. Promotion de l'élimination sûre des matières fécales.
- q. Salubrité de l'eau.
- r. Autre : _____

Section 3 : système de coordination de la nutrition

3.1 Y a-t-il des mécanismes de coordination (par exemple, des comités, des équipes spéciales ou des groupes de travail interagences) dédiés à la nutrition au niveau national ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

Si la personne interrogée répond « **Non** » ou si elle ne sait pas (**Ne sait pas**), veuillez passer à la question 3.3.

3.1.1 Si la réponse est « **Oui** », dressez une liste de tous les mécanismes de coordination liés à la nutrition (par exemple, comités, équipes spéciales ou groupes de travail interagences) et indiquez les modalités de participation de votre agence.

	Mécanisme de coordination	Modalités de participation de votre agence
1		
2		
3		
4		
5		
6		

Si aucun mécanisme de coordination n'est mentionné, demandez à la personne interrogée d'indiquer tout mécanisme de coordination d'urgence qui pourrait être mis en place rapidement si / quand des situations d'urgence en matière de nutrition se présentent.

3.2 À quelle fréquence vous-même ou un représentant de votre agence participez aux réunions du mécanisme de coordination ?

Toutes les semaines	Tous les mois	Tous les 2 ou 3 mois	Moins souvent
---------------------	---------------	----------------------	---------------

3.3 Si votre agence ne participe que rarement voire jamais aux mécanismes de coordination de la nutrition existants, quelle en est la raison ?

- a. Le secteur n'a pas de rôle à jouer dans la nutrition.
- b. Absence de responsable de la nutrition / de personnel qualifié.
- c. La nutrition n'est pas une priorité.
- d. Absence de budget pour la nutrition.
- e. Autre : _____

3.4 Selon vous, quels sont les principaux avantages d'une coordination des actions nutritionnelles dans le pays ?

- a. Solution efficace pour surmonter les difficultés en matière de nutrition.
- b. Mise en œuvre efficace.
- c. Regroupement des ressources.
- d. Partage de l'expertise.
- e. Partage des responsabilités.
- f. Sensibilisation accrue sur les moyens d'action en faveur de la nutrition.
- g. Autre : _____

3.5 Selon vous, quels sont les principaux problèmes ou obstacles qui entravent la bonne coordination des actions en faveur de la nutrition ?

- a. Coordination avec les autres secteurs.
- b. Coordination au sein des secteurs entre les niveaux national et infranational.
- c. Manque de clarté des rôles et des responsabilités.
- d. Manque de leadership en faveur de la nutrition.
- e. Absence de directives pour les activités liées à la nutrition.
- f. Absence d'allocation budgétaire.
- g. Absence de soutien du niveau central.
- h. Effectifs limités.
- i. Manque d'expertise.

j. Absence de formations et de ressources destinées aux formations.

k. La nutrition n'est pas une priorité.

l. Autre : _____

3.6 Votre agence agit-elle également aux niveaux infranationaux (province / district / village) ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

3.6.1 Si la réponse est « **Oui** », à quelle fréquence rencontrez-vous les coordinateurs aux niveaux infranationaux (province / district / village) ?

Toutes les semaines	Tous les mois	Tous les 2 ou 3 mois	Moins souvent
---------------------	---------------	----------------------	---------------

3.7 Si vous travaillez en collaboration avec des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre de programmes en faveur de la nutrition, veuillez indiquer les partenariats qui ont été fructueux et les raisons pour lesquelles vous estimez qu'ils l'ont été.

3.8 Selon vous, comment pourrait-on encourager les parties prenantes et les partenaires à travailler ensemble pour améliorer le renforcement des actions en faveur de la nutrition ?

Section 4 : ressources humaines dédiées à la nutrition

4.1 Votre département dispose-t-il de collaborateurs dédiés à la gestion ou à la mise en œuvre de programmes ou d'activités en faveur de la nutrition ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

4.1.1 Si la réponse est « **Oui** », quel est le nombre approximatif de collaborateurs qui travaillent à temps plein ou à temps partiel dans le domaine de la nutrition à différents niveaux ?

4.2 Pensez-vous que votre département a correctement formé le personnel pour qu'il soit en mesure de gérer / mettre en œuvre des actions liées à la nutrition ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

4.3 Avez-vous participé à une formation sur la nutrition ces deux dernières années ?

Oui	Non	Pas sûr(e).
-----	-----	-------------

4.3.1 Si la réponse est « **Oui** », à quels thèmes ces séances de formation étaient-elles consacrées et qui les a organisées et quand ?

Type de formation	Organisateur / facilitateur	Dates

4.3.2 Si la réponse est « **Non** », pour quelle(s) raison(s) ?

- a. Absence de programmes en faveur de la nutrition.
- b. Absence de fonds pour des programmes en faveur de la nutrition.
- c. Aucun collaborateur n'était disponible pour la nutrition.
- d. Autre : _____

4.4 Y a-t-il un système en place pour assurer des formations de suivi ou un contrôle de l'impact des formations dispensées, comme des formations sur le terrain ou de remise à niveau ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

4.5 Ces formations sont-elles proposées à tous les membres du personnel des programmes en faveur de la nutrition / liés à nutrition ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

4.6 Votre département bénéficie-t-il du soutien d'experts / de consultants / de membres du personnel d'une organisation non gouvernementale internationale ou nationale spécialisés dans la nutrition ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

4.6.1 Si la réponse est « **Oui** », veuillez préciser :

- a. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
- b. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS)
- c. Le Programme alimentaire mondial (PAM)
- d. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- e. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

- f. Le Département britannique pour le développement international (DFID)
- g. L'Agence allemande de coopération internationale (GIZ)
- h. L'Union européenne (UE)
- i. La Fédération de Russie
- j. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
- k. Le Réseau de l'Aga Khan pour le développement (AKDN)
- l. Autre : _____

4.7 Si les services de nutrition devaient être *renforcés* et étendus dans le pays, pensez-vous qu'il y a, dans le pays, suffisamment de nutritionnistes ou de personnel formés dans le domaine de la nutrition aux différents niveaux (national, provincial ou régional, district et communauté) ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

4.8 Si les services de nutrition devaient être *renforcés* et étendus dans le pays, quels types de capacités et de compétences seraient selon vous nécessaires ?

- a. Sensibilisation aux différentes formes de malnutrition.
- b. Services de conseils et de sensibilisation en matière de nutrition.
- c. Approche multisectorielle de l'amélioration de la nutrition.
- d. Liens entre la nutrition et les autres secteurs (agriculture, éducation, développement des femmes, eau, assainissement et hygiène, etc.).
- e. Rôles et responsabilités des secteurs dans le renforcement de la nutrition.
- f. Planification budgétaire pour la nutrition.
- g. Méthodes de recherche sur la nutrition.
- h. Compétences en gestion.
- i. Compétences en coordination.
- j. Compétences en matière d'encadrement.
- k. Compétences en communication.
- l. Liens entre la nutrition et les autres secteurs.
- m. Connaissances sur la nutrition.
- n. Actions spécifiques à la nutrition.
- o. Gestion des systèmes d'information.
- p. Programmes de certification / diplômes dans le domaine de la nutrition.

q. Autre : _____

Section 5 : système d'information sur la nutrition

5.1 Votre agence collecte-t-elle des données pertinentes dans le domaine de la nutrition ?

Oui	Non	Ne sait pas.
-----	-----	--------------

5.1.1 Si la réponse est « **Oui** », quels types d'informations et de données sur la nutrition votre agence collecte-t-elle ? Veuillez décrire les indicateurs nutritionnels collectés et préciser qui sont les groupes de population ciblés et la fréquence de collecte des données.

Indicateurs liés à la nutrition.	Groupe de population cible.	Fréquence de collecte des données.

5.2 Comment votre agence utilise-t-elle les données collectées ?

5.3 Votre agence utilise-t-elle d'autres données disponibles portant sur la nutrition ?

Oui	Non	Ne sait pas.
Veuillez les décrire :		

5.4 Votre agence soumet-elle les données à un système national ou central ? Le cas échéant, de quel système s'agit-il et à quelle fréquence soumettez-vous les données ?

5.5 Quels types de rapports recevez-vous en retour une fois que vos données ont été compilées avec celles d'autres départements ou agences ?

5.6 Comment / où ces rapports / données sont-ils / elles examiné(e)s et quel type de mesure (le cas échéant) est prise relativement aux constatations qui en résultent ?

5.7 Y a-t-il des informations sur la nutrition dont vous ne disposez pas, mais que vous souhaiteriez obtenir pour vous aider à améliorer l'efficacité des activités de planification et de mise en œuvre dans le cadre du travail que vous accomplissez relativement à la nutrition ?

À propos de MQSUN+

MQSUN+ fournit des services en matière de connaissances et d'assistance technique au Département britannique pour le développement international (DFID) et au Secrétariat du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) afin d'appuyer leurs programmes nutritionnels en faveur des populations démunies. Un consortium de cinq organisations non étatiques reconnues dans le domaine de la nutrition propose les services de MQSUN+.

Remerciements

Ce document a été élaboré par PATH sous la direction de l'équipe du MQSUN+ : Chris Coffey, Patti Welch et Tamsin Walter, avec l'aide de Barbara Koloshuk, Silvia Kauffman, Tamsin Walters, Carrie Hemminger, Amanda Coile et Monica Kothari. Nous tenons à remercier tout particulièrement l'équipe principale du MQSUN+ et les équipes de consultants, les pays SUN avec lesquels nous avons collaborés et le Secrétariat du Mouvement SUN – tous ceux qui ont contribué à ces apprentissages clés et à l'assistance technique performante que nous avons fournie pour renforcer les efforts en faveur de la nutrition. Crédit photo de la couverture : PATH, Evelyn Hockstein, 2012.

MQSUN+ ne saurait être tenu responsable des erreurs éventuelles ou des conséquences découlant de l'utilisation des informations contenues dans ce rapport. Le présent document a été élaboré par MQSUN+ avec l'appui de UK aid et du gouvernement britannique. Cependant, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement du Royaume-Uni.

